

ISERE

Pourquoi faire grève tous ensemble, privé, public le 9 avril ? A L'APPEL DES CONFÉDÉRATIONS FO ET CGT, AVEC SOLIDAIRES ET LA FSU.

- Avec le « **pacte de responsabilité** » le gouvernement prend 40 milliards d'euros à la sécurité sociale et les offre aux patrons (baisse des cotisations sociales patronales)
- **Il impose un plan de rigueur** jamais vu: 50 milliards de réduction des dépenses publiques. Les salaires sont bloqués, les emplois supprimés, les salariés s'appauvrissent, le chômage et la précarité explose (déjà 74 000 emplois détruits dans le privé en 2014)
- Les garanties collectives du code du travail et de nos statuts sont attaqués.
- Les services publics touchés de plein cœur par l'austérité sont au bord de l'explosion.
- **La loi Macron** va élargir considérablement le travail du dimanche, le travail de nuit, remet en cause le contrat de travail en le rapprochant d'un contrat civil, limite les recours aux prud'hommes ...
- Dans la fonction publique, nous savons également que tous les plans, les démarches stratégiques, les réorganisations, les restructurations... de nos directeurs proviennent de mesures ministérielles. Ce sont les budgets ministériels qui cadrent tout.
- La réforme territoriale prépare le démantèlement de notre réseau. Manuel Valls, dans une lettre aux préfets du 18 février leur demande de recenser déjà la « mutualisation des moyens » entre les différents niveaux des structures administratives.

Encouragés par l'Union européenne, le gouvernement et le Medef veulent tout nous prendre.

Y a-t-il une autre solution que le rapport de force, que la grève interprofessionnelle (toutes professions confondues) pour bloquer cette offensive ? C'est une question de légitime défense.

Nous savons que quel que soit le résultat électoral, le gouvernement annoncera qu'il va poursuivre et aggraver sa politique d'austérité.

C'est vrai, il n'est pas facile aujourd'hui de perdre une journée de salaire mais nous savons que pour les arrêter, il n'y a pas d'autre issue.

Nous savons aussi que le gouvernement ne cédera pas avec une journée de grève mais nous savons aussi que de sa réussite dépendra la suite. L'heure est à la mobilisation générale.

Le 9 avril doit être un point de départ pour que s'exprime le rapport de forces nécessaire pour faire reculer le patronat et le gouvernement et pour obtenir satisfaction à nos revendications de

salariés, de fonctionnaires (arrêt de cette politique d'austérité, des suppressions d'emplois, du démantèlement de nos services, augmentation du point d'indice, un régime indemnitaire plus juste...).

Le 9 avril, une manifestation d'ampleur nationale se déroulera à Paris, là où se décide tous les plans contre les salariés

Jean-Claude Mailly, notre secrétaire général appelle à la mobilisation dans son dernier éditorial (extraits) :

« C'est par nos revendications et propositions, par notre détermination dans le rapport de forces que nous faisons monter la pression. Il ne s'agit pas d'une urticaire contestataire.

La journée du 9 avril et l'appel à la grève viennent de loin. Le fait que le principe ait été voté par la quasi-totalité des délégués au congrès confédéral de Tours, en février dernier, montre que cette action est mûrement réfléchie.

Il s'agit de montrer au gouvernement que cela suffit et que les salariés doivent être non seulement écoutés mais entendus. C'est donc une grève non seulement utile, mais

indispensable. Il nous appartient de la réussir. »